

Les nouveaux apôtres de l'abstinence

La contribution financière du gouvernement américain aux programmes de lutte contre le sida lui confère un pouvoir d'autant plus inquiétant qu'il se fait l'écho de la doctrine des Églises évangéliques, lesquelles prônent l'abstinence au détriment du préservatif. Une influence néfaste en plein essor.

« Si vous êtes parent, vous racontez peut-être à vos enfants des mensonges qui mettent leur vie en danger sans même le savoir. Parce que depuis des années vous avez entendu parler du "safe sex", énonce une bande-annonce, diffusée sur les radios texanes en 2002. La vérité est que les préservatifs ne protègent pas les individus de nombreuses maladies sexuellement transmissibles. »¹

Leslee Unruh, égérie du mouvement de promotion de l'abstinence aux États-Unis, et son association Abstinence Clearing House, organisent des bals au cours desquels de jeunes vierges jurent à leur père de le rester jusqu'au mariage, en échange d'une « bague de pureté ».

Des actions et des discours étonnants, diffusés avec le soutien du gouvernement américain : environ 170 millions de dollars ont été dépensés en 2005 pour soutenir ces programmes promouvant l'abstinence avant le mariage comme la norme absolue pour les jeunes. Le département « Santé » du gouvernement fédéral a proposé dans ce cadre une ligne budgétaire de 24 millions de dollars pour 2006. Objectifs : « Éducation des jeunes et création d'un environnement soutenant les décisions des adolescents de 12 ans à 18 ans de reporter toute activité sexuelle après le mariage. » L'abstinence est définie comme un standard de vie. Toute évocation d'une sexualité avant le mariage, la promotion ou l'apprentissage des modes de contraception sont interdits. Les relations sexuelles extraconjugales sont présentées comme génératrices de conséquences particulièrement néfastes. Ses apôtres prétendent notamment que « l'abstinence diminue le risque de problèmes de santé comme l'infertilité, les maladies du foie, certains cancers des organes reproductifs ou le VIH »².

¹ "Ignorance only. HIV/aids, human rights and federally funded abstinence-only programs in the United State Texas: a case study", Human Rights Watch, report, septembre 2002.

Discours irresponsable. Dans son rapport *Ignorance only*, l'association Human Rights Watch (HRW, Protection des droits humains) étudie les conséquences de ces programmes au Texas. Résultats : de nombreux témoignages d'étudiants ne connaissant pas de moyens autres que l'abstinence pour se protéger du sida, voire niant la fiabilité des préservatifs, de professeurs abondant dans ce sens et de programmes officiels surenchérissant sur l'inefficacité présumée du préservatif contre le VIH. L'un des arguments évoqués pour justifier cette approche consiste à expliquer qu'encourager l'abstinence tout en informant des moyens de prévention serait un double message, irresponsable et trompeur, envoyé aux jeunes. Parler de sexe serait le promouvoir. Il est d'ailleurs désormais question de « save sex ». On ne le protège plus, on le « sauve ».

Un rapport commandé en décembre 2004 par Henry Waxman³ de la Chambre des représentants mentionne que plus de 80 % des programmes sur l'abstinence contiennent des informations fausses, biaisées ou trompeuses sur la santé reproductive et, de fait, sur les contraceptifs.

HRW s'inquiète des conséquences de ce discours, qui risque d'encourager les individus qui n'oublient pas les relations sexuelles à oublier les préservatifs. Ceux qui rompent leur promesse d'abstinence sont pour un tiers moins enclins que la moyenne à utiliser des contraceptifs. Et nombreux sont ceux qui croient que seuls les rapports par voie vaginale présentent des risques et ignorent que d'autres pratiques sexuelles sont beaucoup plus dangereuses.

² Department of Health and Human Services Administration for Children and Families, Funding Opportunity, "Community-Based Abstinence Education Program", 2006.

³ United States House of Representatives, Committee on government reform, Special investigations division, décembre 2004, "The content of federally funded abstinence-only education programs".



© Daniel Vineyard

« Dans les pays africains où le discours sur l'abstinence est le plus développé, l'idée selon laquelle il faut avoir des relations sexuelles avec de très jeunes vierges pour guérir du VIH se répand en parallèle, explique Fiammetta Venner, rédactrice en chef de *Prochoix*, en opposition au mouvement Prolife. Les conséquences en sont dramatiques, notamment en Afrique du Sud, au Mozambique et au Swaziland. »

Ce discours gagne du terrain malgré le consensus scientifique, partagé par les agences fédérales américaines de santé, sur l'efficacité des préservatifs. L'Institut de médecine, qui n'est autre que le corps fédéral d'experts en charge de conseiller le gouvernement sur les questions de soins, de recherche et d'éducation médicale, déclare en effet que les programmes d'éducation avec une approche globale de la sexualité et du VIH/sida et une mise à disposition de préservatifs sont efficaces, tandis que rien ne légitime objectivement les programmes de promotion de la seule abstinence. Aucune étude n'ayant à ce jour démontré de possible modification des comportements sexuels par voie de politique de promotion de l'abstinence. L'Institut recommande que « le Congrès, ainsi que les autres décideurs politiques fédéraux, étatiques ou locaux, éliminent les exigences selon lesquelles les fonds publics doivent être utilisés » aux fins de promotion de tels programmes.

Emprise des évangélistes. L'administration américaine semble ne pas en tenir compte. En janvier 2002, Tommy Thompson, le secrétaire d'État à la Santé, expliquait que ces programmes, indépendamment du manque de données scientifiques, étaient très populaires chez ses collègues républicains : « *Le Président sent, l'administration sent, beaucoup de personnes au Congrès sentent que c'est un bien meilleur moyen de résoudre le problème des grossesses chez les adolescentes. Essayons-les et voyons si cela peut marcher.* » Il semblerait par ailleurs que l'influence des Églises évangéliques ne soit pas étrangère à l'entêtement du gouvernement américain. Charles Saint-Prot, directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques (Paris), a étudié les mouvements évangélistes et leurs relations avec le pouvoir politique aux États-Unis. « *Ces mouvements ont connu un grand développement depuis l'élection de George W. Bush à la présidence. Cette administration est truffée d'évangélistes, appartenant aux sectes les plus conservatrices, qui font bon ménage avec les néoconservateurs. Leurs revendications politiques portent sur ce qu'ils pensent être les "valeurs chrétiennes" : ils sont hostiles à l'euthanasie, à l'avortement et à la recherche sur les embryons ; ils détestent les homosexuels ; sont les farouches partisans d'un ordre moral et à l'origine de nombreuses lois répressives. Ils constituent un groupe de pression extrêmement puissant.* »

Selon Sébastien Fath, historien et chercheur en sciences sociales au CNRS, « *le but recherché par les évangéliques serait de rapprocher les pratiques sexuelles et la morale publique de ce qui est considéré comme l'ordre créationniste, à savoir que l'homme et la femme sont créés pour une hétérosexualité à vivre dans le cadre d'un mariage monogame et fidèle.* »

L'emprise des évangélistes ne se limite pas au territoire américain : « *L'une des grandes figures de l'évangélisme, Pat Robertson, a déclaré qu'il n'y aurait jamais de paix mondiale avant que la maison de Dieu (entendre les États-Unis) et le peuple de Dieu (les Américains) n'assument leur rôle de leadership à la tête du monde* », explique Charles Saint-Prot. Et le mouvement se développe sur les autres continents avec une croissance exponentielle. « *Au total, on estime le nombre d'évangéliques dans le monde à plus de 300 millions de personnes (dont 80 millions aux États-Unis).* »

« *Une des expressions les plus dangereuses de ce mouvement pour la santé publique sont les Églises évangéliques dites "du réveil", explique Abdon Goudjo, président de l'association Ikambere. Réveil des "consciencs endormies", d'une spiritualité absolue, à visée messianique, rédemptrice et salvatrice. Leurs actions se font dans des veillées interminables ou au cours de prêches enflammés de pasteurs.* » Et de poursuivre : « *Ce sont des prédicateurs au verbe haut et à la prose sentencieuse, véritables*

Impact de l'évangélisme en Europe

« Le phénomène de la montée en puissance des Églises évangéliques est arrivé en France à partir de régions d'Afrique fortement christianisées et évangélisées lors de la colonisation », explique Abdon Goudjo. « Les populations d'Afrique subsaharienne sont effectivement touchées par l'essor évangélique », confirme Sébastien Fath. Il estime à environ 30 000 les membres évangélistes afro-caribéens actuellement en France. « Pour ces populations, peu marquées par la culture sécularisée et libertaire du reste de la population, la religion est partie intégrante du mode de vie, y compris dans le domaine de la sexualité. La valorisation de la famille hétérosexuelle et de l'abstinence pré-conjugale "passent" donc très bien chez des individus qui n'ont pas été véritablement confrontés à d'autres modèles de vie. » L'éthique évangélique stricte permettrait également de restituer une « réputation » au chef de famille dans les cas de légèreté et de soupçon d'adultère, et de structurer le foyer autour de modèles stables.

L'évangélisme demeure cependant un phénomène marginal en France, comme l'explique Sébastien Fath : « L'impact éthique des Églises évangéliques est limité dans un contexte où les évangélistes français ne représentent pas plus de 0,5 % de la population. »¹ Et de poursuivre : « Les obsessions éthiques des évangéliques nord-américains fonctionnent moins bien en milieu français, marqué par une tradition européenne, différente de la tradition étasunienne. L'abstinence sexuelle préconjugale est également moins accentuée. » Fiammetta Venner confirme ce diagnostic : « Les campagnes pour l'abstinence sont quasi inexistantes, même si des groupes tentent d'enrôler les jeunes. »

Il est difficile de mesurer l'impact de ces discours. Comme l'explique l'anthropologue Sandrine Musso, « distinguer la simple adhésion à une convenance sociale – qui n'équivaut pas à l'application stricte d'une croyance dans sa vie privée – d'une adhésion totale et quotidiennement mise en pratique est capital. » Surtout dans un pays où, comme l'explique Jean-Louis Vildé, fondateur de Chrétiens et Sida, « l'abstinence apparaît désuète ». La rupture est consommée avec les évangélistes les plus fanatiques. « Ils tiennent un discours insupportable. Les relations sont très difficiles avec certains de ces nouveaux mouvements pour lesquels nous sommes l'antéchrist », explique Antoine Lion, président de l'association.

Si le phénomène demeure marginal en France, ce n'est pas le cas dans d'autres pays européens, comme la Pologne, la Croatie, l'Italie, l'Espagne ou le Portugal. Ainsi les écoles croates utilisent-elles un programme d'éducation sexuelle envers les jeunes : le « Teen Star », qui explique que les préservatifs n'offrent pas de réelle protection contre les maladies sexuellement transmissibles... Véronique de Keyser, députée européenne², tire la sonnette d'alarme : « On est au début d'un processus de montée des intégrismes religieux orchestré depuis le Vatican et les États-Unis. C'est une réelle menace pour les pays qui n'ont pas de législation très solide. Voter des budgets pour soutenir des campagnes en faveur du préservatif pose désormais problème. »

¹ On estime à 400 000 le nombre d'évangélistes.

² Interview donnée au quotidien *Libération* le 17 janvier 2005.

gourous qui se disent capables de protéger les adeptes de tous les maux "dont le sida", ou de les en guérir lors de cérémonies de purification fortement exaltées. » La plupart des ces églises, présentes sous forme d'organisations humanitaires ou caritatives, sont financées par le gouvernement américain, qui n'a donc pas limité ses programmes de promotion de l'abstinence au seul sol national. Le President's Emergency Plan for Aids Relief (Pepfar, Plan d'urgence présidentiel pour l'aide contre le sida), une initiative de l'actuel président des États-Unis lancée en 2003, y consacre plusieurs millions de dollars par an.

Exemple de l'Ouganda. La nouvelle recommandation du coordinateur national américain pour le sida préconise que deux tiers des financements alloués en 2006 à la prévention de la transmission sexuelle du VIH soient dépensés pour la promotion de l'abstinence et de la fidélité, contre 20 % auparavant. « Mais en pratique, constate Jodi Jacobson, de l'association Change (Centre pour la santé et l'égalité entre les sexes), ces programmes englobent une part bien supérieure aux recommandations légales. En 2004, 59 % des financements y étaient déjà consacrés. » Change, basée à Washington, a mis en place

le programme Pefpar Watch, avec Health Gap, pour surveiller de près ces fonds. Le constat est souvent accablant. En Ouganda, les préservatifs sont devenus difficiles à trouver en ville, même en payant, et ne sont pas disponibles dans la plupart des zones rurales. Change fait état de zones dans lesquelles certains commencent à utiliser des sacs poubelles comme substituts.

« *La crise en Ouganda a été créée par les actions – et l'inaction – du gouvernement ougandais et de l'administration Bush, le premier financeur pour les programmes VIH/sida dans ce pays*⁴ », explique Jodi Jacobson. Depuis le milieu des années 1990, le gouvernement ougandais fournissait gratuitement des préservatifs dans les cliniques de santé. En octobre 2004, il a lancé un appel national au retrait de ces préservatifs au motif officiel que des plaintes avaient été déposées concernant leur mauvaise qualité présumée. Le gouvernement a ensuite demandé à ce que tous les préservatifs importés passent des tests de qualité une fois sur le sol ougandais. « *De nouvelles taxes et des campagnes pour les discréditer ont encore restreint leur accès* », raconte la militante.

En 2005, il n'y avait plus que 30 millions de préservatifs disponibles, quand le ministère de la Santé estime entre 120 et 150 millions leur nombre nécessaire par année. Les prix ont augmenté de 500 % dans certaines régions ! Cette orientation s'inscrit dans l'évolution globale de la politique de prévention nationale, dont témoignent les discours de la Première dame, Janet Musuveni. Selon elle, distribuer des préservatifs aux jeunes les pousserait à avoir des relations sexuelles : « *Il n'est pas dans la loi que nos enfants doivent avoir des relations sexuelles*. » La femme du président ougandais est évangéliste – une chrétienne « *born again* » –, comme le président Bush. Son programme, le Forum national des jeunes, est aussi financé par le Pefpar.

Béatrice Were, coordinatrice nationale de l'association Action Aids Ouganda, explique que l'évangélisme devient populaire, comme une mode pour les jeunes : « *Les évangélistes profitent du fait que les gens vivent dans des conditions très difficiles. Ils utilisent le sida pour dire que Dieu vous jugera, que vous finirez en enfer*. » Elle saisit chaque occasion pour dénoncer la politique américaine, comme à Toronto lors de la conférence mondiale sur le sida en août dernier : « *L'administration Bush interprète la success story ougandaise*⁵ *comme étant basée sur le programme de promotion de l'abstinence et magnifie cette*

part plus que tout autre. Malheureusement, notre président adopte cette ligne de pensée. Et reste aveugle au fait qu'une proportion importante de femmes mariées ont été comme moi contaminées par leur mari. Comme si s'abstenir avant le mariage et rester fidèle protégeait du sida. La façon dont la question est abordée est plus idéologique qu'autre chose. »

Influence délétère du Nord. Les bras armés des États-Unis dans les pays bénéficiaires du Pefpar sont de grosses organisations humanitaires à base religieuse, à l'image de World Vision ou Population Services International (PSI). Cette association chrétienne promeut une prévention fondée sur l'abstinence pour les jeunes. Sur son site Internet, il est expliqué que « *nous vivons dans un monde imparfait dans lequel les individus ne veulent ou ne peuvent pas pratiquer une abstinence totale ou être fidèles* ». Les préservatifs sont donc promus, mais essentiellement auprès des groupes considérés à risque (travailleurs du sexe et leurs clients, travailleurs migrants, routiers et usagers de drogue par voie intraveineuse). PSI estime que pour la seule année 2005, ses programmes ont directement évité plus de 200 000 infections au VIH, ainsi que 6,5 millions de grossesses non désirées. L'association, financée notamment par les États-Unis, est présente dans 60 pays en développement et dispose, en 2006, d'un budget de 330 millions de dollars.

« *PSI a conçu des spots publicitaires relayant quotidiennement les messages suivants : un "vrai" homme sait attendre et une "vraie" femme sait ne pas céder aux pressions masculines* », explique Alex Abalo, directeur de l'association Espoir Vie Togo. « *Ces spots sont destinés aux adolescents dans le but de retarder au maximum le premier rapport sexuel, mais nul n'ignore que ces derniers sont très actifs sexuellement, et de manière précoce pour certains, poursuit-il. Parallèlement aux appels à l'abstinence, PSI continue à diffuser des spots en faveur de l'utilisation du préservatif au Togo, mais ce ne serait déjà plus le cas chez certains de nos voisins.* »

Cette politique américaine est l'objet de nombreuses controverses. Lors de la conférence de Toronto, Stephen Lewis, l'envoyé spécial des Nations unies pour le VIH/sida en Afrique, et Barbara Lee, membre démocrate du Congrès américain, ont appelé à un changement de paradigme : « *Le Pefpar a démesurément mis l'accent sur l'abstinence aux dépens des préservatifs quand nous avons désespérément besoin d'argent utilisé intelligemment et de manière appropriée. Aucun gouvernement occidental n'a le droit de dicter leur politique aux gouvernements africains sur la façon dont ils structurent leur réponse au sida. Cette sorte de néocolonialisme n'est pas acceptable.* »

4 En 2005, les États-Unis ont contribué à hauteur de 137 millions de dollars aux programmes de prévention et d'accès aux traitements via le Pefpar (170 millions en 2006).

5 Le taux de séroprévalence était estimé à 6 % en 2002, contre 15 % en 1992.